Réponse au questionnaire de « Gironde vigilante »

Evidemment, **la sécurité des personnes et des milieux naturels est une priorité pour les écologistes** qui sont les pionniers du **principe de précaution**. Sa mise en œuvre, inscrite au préambule de notre Constitution, relève des missions de service public. Or, dans le contexte libéral actuel, Europe Ecologie/Les Verts souhaite **revaloriser les services publics** et les **rapprocher des citoyens**.

- ➔ Le SDIS est une compétence du Conseil général qui est donc la collectivité locale garante de la sécurité incendie et de la qualité des secours. Les candidats d'Europe Ecologie/Les Verts, soucieux d'un meilleur maillage du territoire, demandent que le SDIS girondin cesse enfin son exode rural et défendent le principe de la garde permanente dans chaque caserne.

- ➔ Militant chaque jour pour la relocalisation de l'économie et la création d'emplois locaux non délocalisables, les plateformes d'appel sont contraires à nos principes même si elles sont dédiées au 15.

  La centralisation des appels est source d'économies à court terme aux dépens de la sécurité. Au contraire, nous demandons que les centres d'appels d'urgence se rapprochent le plus possible des citoyens et soient gérées au niveau municipal ou intercommunal (en envisageant un partenariat entre collectivités locales, associations, service public de santé, …)

- ➔ La fermeture de la clinique mutualiste de Lesparre (ou celle de son service des urgences) est inenvisageable en raison de la distance séparant la pointe du Médoc de Bordeaux (plus de 100 km) mais également de la carence des transports en commun (TER, transports Trans'Gironde, Bac) et des infrastructures (RD 1215) desservant la presqu'île.

  Europe Ecologie/Les Verts considère que le maillage en services publics de santé est devenu insuffisant en Gironde. Le Conseil général, qui a l'aménagement du territoire dans ces compétences, doit soutenir les structures existantes (même privées) et encourager l'équité médicale entre ville et campagne.

Dans le domaine de la santé comme dans celui de la sécurité incendie et des secours, les petites économies d'aujourd'hui sont souvent les grandes dépenses de demain. C'est pourquoi Europe Ecologie/Les Verts considère que **la gestion actuelle du SDIS ne correspond pas aux exigences du développement durable** et qu'elle crée un véritable climat d'insécurité sanitaire et environnementale.

Nous souhaitons que les préconisations des associations d'usagers telles que « Gironde vigilante » soient enfin écoutées. **Nous proposons que les actions du SDIS soient redéployées équitablement sur l'ensemble du département et que les missions environnementales** telles que la lutte contre les pollutions (qualité des eaux et de l'air) et la protection de la biodiversité (éradication du frelon asiatique) **redeviennent prioritaires**.